

Une monnaie écologique (écrit en 2019)

Alain Grandjean et Nicolas Dufrêne, préface de Nicolas Hulot

Note de lecture de [Léon Régent](#) (août 2024, voir [dernière version](#))

Alain
Grandjean

Nicolas
Dufrêne

En italique : citation **En orange** : avis personnel

Le reste est du type résumé, recension

Une monnaie écologique



préface de
Nicolas Hulot

Les auteurs et leur thèse

Alain Grandjean, président de la fondation Nicolas Hulot, est expert des questions économiques et climatiques. Polytechnicien, il est associé-fondateur, avec Jean-Marc Jancovici, de Carbone 4.

Nicolas Dufrêne, directeur de l'Institut Rousseau, est haut fonctionnaire spécialiste des questions monétaires. L'institut Rousseau soutient le Nouveau Front Populaire et son programme, le jugeant pertinent, réaliste et finançable (comparer l'[article de Camille Souffron](#) et [mon point de vue](#)).



Ils affrontent la question difficile du financement des urgences écologiques et sociales par de la « monnaie magique ». Nombreux sont ceux, à gauche, qui défendent une augmentation des dépenses en se contentant d'affirmer que l'argent n'est pas un problème. Y voir clair est nécessaire.

Un livre militant

D'entrée de jeu, la visée du livre est affichée : il faut « créer » de la monnaie pour trouver les sommes colossales indispensables pour engager des investissements écologiques massifs, et notamment réduire les émissions de gaz à effet de serre pour contenir le réchauffement climatique.

Ces nouveaux moyens financiers seront fléchés, ciblés sur la croissance « verte ».

La crise sociale et politique fait partie des défis à relever : *Nous sommes convaincus que cela sera positif pour l'environnement, mais aussi pour les sociétés humaines, encore confrontées à un chômage de masse, à la stagnation des revenus et à des inégalités croissantes [Conclusion].*

Les auteurs s'inscrivent dans la pensée du GIEC (COP 21, accords de Paris de 2015). Le réchauffement climatique est la conséquence des émissions anthropiques de CO₂. L'homme doit et peut agir pour réduire ces émissions pour contenir le réchauffement à +1,5° ou +2° entre la situation pré-industrielle et 2100. Pas question pour eux de décroissance, mais au contraire d'une forte croissance « verte », rendue possible par la « magie monétaire », qui permettra en même temps des progrès sociaux.

Ils semblent ignorer l'[annexe 18 du rapport parlementaire sur le budget 2018](#), établie début 2019 par le député Julien Aubert, qui traite de la transition énergétique. Celui-ci constate un cuisant échec : on a beaucoup subventionné l'éolien pour une réduction nulle des émissions de gaz à effet de serre. Le risque de reproduire les mêmes erreurs en augmentant l'effort financier est élevé.

Face à l'urgence, l'obstacle de la dette (3200 Md€) et du déficit annuel (150 Md€ en 2023 et 2024) est à la fois nié et contourné. Le sujet du livre n'est pas de taxer davantage les plus riches ou de lutter contre les paradis fiscaux (le mot n'est pas cité une seule fois).

Les auteurs s'inscrivent donc dans la pensée rassurante que les politiques de tous bords martèlent : Pas besoin d'austérité, la croissance va nous sauver. On peut augmenter les dépenses écologiques et sociales (gauche), ou réduire les impôts (droite). Les sommes dépensées impunément pour faire face à la crise de 2008 ou au COVID semblent leur donner raison : ces deux accidents ont coûté à la France pas loin de 1000 Md€ de dette supplémentaire par rapport à la tendance.

Un livre technique

Qu'est-ce que la monnaie ?

« Plus que tout autre domaine de la pensée économique, la monnaie est celui où la complexité est utilisée pour cacher la réalité plutôt que pour l'expliquer. » [Ch 2].

La monnaie est « magique » par essence : son pouvoir réside dans la confiance qu'une société lui accorde [Introduction].

Monnaie et valeur sont ainsi les deux faces d'une même pièce [Ch 1].

Je préfère dire, pour enrichir la réflexion, que dette et créance sont les deux faces d'une même pièce : la monnaie est une reconnaissance de dette. La bonne monnaie est fiable (valeur assurée) et liquide (échangeable sans délais).

Créer de la monnaie, c'est généralement « monétiser un actif ». Cette expression signifie que la monnaie est un passif bancaire créé au moment de l'acquisition par la banque d'un actif. Cet actif peut être un immeuble, un titre, des devises étrangères, ou, dans le cas le plus courant, une créance. La magie monétaire est ainsi avant tout une magie comptable, associée au pouvoir extraordinaire obtenu légalement par les banques commerciales d'accorder des crédits sans disposer au préalable des dépôts correspondants. Dans ce système, ce sont les crédits qui créent les dépôts, et non l'inverse, ce qui peut apparaître contre-intuitif [Ch 1].

Une lecture critique difficile

Pour illustrer la compétence nécessaire, voici une liste de mots rencontrés au fil de la lecture.

Comptabilité en partie double, argent, crédit, débit, actif, passif, compte d'exploitation, bilan, fonds propres, investissement, immobilisation, escompte, titres, marchés primaires et secondaires, actions, obligations, green bond, titrisation, swap, emprunt, prêt, créance, remboursement, lettre de change, gage, garantie, endossement, dette publique ou privée, déficit, déficit extérieur, balance commerciale, importation, exportation, valeur, biens et services.

PIB, production, excédent d'exploitation, consommation, revenus, rémunération, croissance, dépression, inflation, déflation, désinflation, stagflation, taux d'intérêt, taux d'intérêt directeur, masse monétaire (agrégats M0 à M3), monnaie centrale, vitesse de circulation, liquidité, trésorerie, émission, étalon or, bimétallisme, convertibilité, monnaie fiduciaire, monnaie privée, monnaie numérique, DTS, billets, planche à billets, dématérialisation, réserves obligatoires, cavalerie, parité de pouvoir d'achat, stock, patrimoine, épargne, monnaie hélicoptère, quantitative easing.

FMI, FED, BRI, BCE, BEI, BERD, Bpifrance, ACPR, circuit du Trésor, Ademe, AFD.

Maastricht, TFUE, TSCG, SEBC, SNBC, PPE, I4CE, DICE, CITE.

Postkeynésiens, MMT (théorie monétaire moderne ou néochartalisme).

Le recul critique est d'autant plus difficile que les avis sur les relations entre ces notions sont variés. Faute de pouvoir « démontrer » sa thèse, chacun l'étaye avec des citations d'économistes de renom bien choisis. Il est significatif de constater que personne n'est capable de prévoir une crise.

Les auteurs du présent livre choisissent, eux aussi, leurs interprétations, tout en reconnaissant s'écarter de certaines théories classiques.

S'agissant de monnaie-dette, la confiance dans la solvabilité de l'endetté est essentielle. Le doute est à l'origine des crises. Confiance et doute sont en partie objectifs (analyses financières) et en partie psychologiques (manipulés par la communication). L'économie ne sera jamais une science exacte.

Une création monétaire « sans dette » illimitée ?

L'affirmation hétérodoxe la plus importante du livre est qu'il est possible de créer de la « monnaie non dette ». Les rachats d'actifs par la BCE ont été un pas dans cette direction. Pourquoi ne pas aller plus loin, à la fois quantitativement, et en effaçant les dettes ainsi rachetées ?

Ce serait faire tourner davantage la planche à billet.

Quand il s'agit d'un pays non dominant, la sanction est immédiate : la monnaie perd de sa valeur par rapport aux autres monnaies. Le coût des importations augmente, et donc le coût de la vie. La dette réelle des endettés diminue, mais aux dépens de leurs créanciers.

Le cas de l'Europe est plus complexe. Les conséquences de la création monétaire (dévaluation de l'euro par rapport aux autres monnaies) dépendent de ce que font les autres pays, États-Unis en tête.

Mais aussi, se pose la question des pays bénéficiaires de cette création (ceux dont la BCE rachète la dette). S'agit-il d'éviter aux « mauvais élèves », comme la Grèce, d'assumer les conséquences de leur gestion ? S'agit-il de faire payer à nos partenaires européens la générosité relative du système social français ? Comment arriver à des *annulations ciblées et équitablement réparties des dettes publiques détenues par la BCE* ?

Si la BCE achète des titres émis par Bpifrance à taux nul et à durée illimitée (des centaines d'années), il ne fait pas de doute que tous les moyens seront bons pour profiter au maximum de l'aubaine, mieux que les autres pays européens. J'ai personnellement constaté, au niveau du cabinet du premier ministre en 1999, qu'on fabriquait en urgence des dossiers pour ne pas perdre des subventions de Bruxelles.

Nous avons besoin de nous faire un don à nous-mêmes en utilisant la création monétaire. Cette idée du don n'a d'ailleurs rien de nouveau. Marcel Mauss a montré toute l'étendue des systèmes de dons et de contre-dons dans les sociétés primitives [Ch 9].

La création monétaire sans dette est un « don à soi-même », sans dépendance à autrui. L'homme aurait trouvé un moyen (financier) d'exercer une toute-puissance illimitée (hubris) sans relation avec un donateur. Marcel Mauss, ici cité, doit se retourner dans sa tombe ! Tout comme l'évangéliste Matthieu appelé à la rescousse à travers la parabole des talents : Dieu souhaiterait plus d'argent, alors que « Mammon » est son ennemi juré !

Le fond d'investissement BlackRock (le diable !) est également sollicité qui *préconise que la banque centrale puisse acheter directement des actifs sur le marché primaire tout en déversant de l'argent sur un compte du Trésor afin que les gouvernements puissent l'employer pour relancer l'activité [Ch 9].*

En manipulant ainsi des citations, les auteurs montrent qu'ils n'hésitent pas à faire feu de tout bois pour défendre leur thèse. Le lecteur sérieux ne retiendra de leurs propos que ce qu'il peut vérifier, et considérera comme suspect tout ce qui dépasse sa capacité de compréhension.

Une création monétaire ciblée

L'investissement vert est parfois difficile à définir, ce qui renvoie au besoin d'élaborer une taxonomie précise [Ch 5]. Ce vocabulaire abscons effleure une immense difficulté : comment distinguer les investissements « verts » des investissements « bruns », pour que la création monétaire envisagée favorise les premiers et pénalise les seconds ? Plus généralement, comment distinguer ce que l'on souhaite encourager (mesures écologiques, mais aussi sociales) de ce que l'on souhaite décourager ?

Une des grandes difficultés viendra du choix, à l'avenir, des actifs qui seront dignes d'être éligibles ou non : au-delà de la taxonomie actuellement en cours d'élaboration au niveau de l'UE25, il faudra trancher des questions difficiles comme le fait de savoir si le nucléaire doit faire partie des actifs éligibles du fait qu'il permet de limiter les émissions de gaz à effet de serre [Ch 3].

Autrement dit, alors qu'on ne sait même pas quelle couleur donner au nucléaire, l'UE25 serait en train d'élaborer une taxonomie détaillée. On imagine des milliers de micro-décisions arbitraires prises par des fonctionnaires chargés de peindre « tout » en vert, en brun, ou peut-être dans des teintes intermédiaires. Leur travail subira une critique partielle de certains lobbies, puis sera voté par des élus incapables de le lire. Il aura alors force de loi, et sera intégré dans des algorithmes opaques calculant les droits.

Une effroyable bureaucratie totalitaire se sera ainsi ajoutée à ce qui existe déjà. Les consommateurs, au lieu d'être éduqués à comprendre l'impact écologique de leurs décisions, constateront, tels des moutons irresponsables, des écarts de prix censés les inciter à acheter « vert ».

Mais ces deux grands risques, à savoir l'étatisation progressive de l'économie et la poussée inflationniste, qui expliquent pourquoi les monétaristes ont tenu à couper absolument le lien entre Banques centrales et États en garantissant l'indépendance des premières par rapport aux seconds, n'ont rien d'une fatalité. Une création monétaire ciblée et discutée démocratiquement, à la manière d'un bien commun, peut éviter les écueils de l'hyperinflation et de l'étatisation de l'économie, tout en permettant de sortir des pièges de la monnaie-dette, du surendettement public et privé et de l'impuissance économique [Ch 3].

Cette affirmation non démontrée est du domaine de la croyance aveugle. Si le monde politique et économique est un casino dans lequel l'on joue au poker menteur à cartes cachées, tout ajout de complexité augmente les possibilités d'effet d'aubaine, de triche, d'enrichissement des plus malins. Le progrès ne peut venir que de la simplicité, de la transparence et de la subsidiarité (un mot absent du livre), c'est-à-dire de la confiance que les bons choix sont ceux qui sont faits au plus près du terrain, par des acteurs libres et responsables.

Comment peut-on imaginer, sur un sujet aussi complexe, une création monétaire ciblée et discutée démocratiquement ? La démocratie, ce n'est pas imposer à tous des décisions « discutées démocratiquement », mais supprimer les ingérences nationales abusives dans la vie de chacun.

Le ciblage fin proposé ici pose une question plus générale essentielle : comment passer d'une belle idée à sa mise en œuvre ? Prenons l'exemple de l'écologie, avec un accord démocratique supposé pour réduire les émissions de CO₂, ou la consommation d'énergie. Certains imaginent un droit individuel qui serait géré via une carte carbone ou un pass Kwh. À chaque dépense, l'équivalent CO₂ (ou Kwh) serait débité. Une fois le quota attribué atteint, il faudrait acheter sur le marché des droits supplémentaires. L'objectif national serait ainsi tenu.

Une réflexion succincte suffit pour imaginer la difficulté et le coût de mise en œuvre : ce serait une bureaucratie délirante.

Où est le bug dans ce processus ? Il est dans la volonté de maîtrise centralisée, dans le fantasme d'imposer à tous la même manière de gérer la belle idée, dans l'hubris de la toute puissance.

Une autre approche serait d'annoncer une hausse régulière des taxes existantes sur l'énergie (TVA, TICPE), sans distinguer les énergies soi-disant vertes des énergies soi-disant brunes, et de permettre aux plus pauvres de payer ce coût supplémentaire en majorant régulièrement les minima sociaux (non ciblés). Chacun déciderait librement de sa manière d'affronter cette situation : se chauffer moins, isoler son logement, passer de la voiture au vélo ou aux transports en commun... Les « primes Rénov' » seraient remplacées par de simples conseils pour améliorer l'efficacité énergétique des logements. Les vraies questions (faut-il taxer le carburant des transports aériens ?) ne seraient plus occultées par la bureaucratie de diverses « taxes carbone » opaques.

Conclusion : qu'apporte ce livre ? Quelle alternative ?

(des compléments suivent, pour ceux qui souhaitent en savoir plus)

Notre société est idéologiquement fracturée. À l'extrême gauche, on ne veut plus du capitalisme. À l'extrême droite, on veut privatiser. Entretenir le mécontentement est l'ingrédient qui fait espérer aux uns comme aux autres la révolution souhaitée. Par conséquent, toute proposition d'améliorer la société telle qu'elle est refusée.

De manière moins extrême, face à une proposition concrète d'amélioration (forcément compliquée car ce qui existe est compliqué), la première question est : qui en est à l'origine ? Si ce sont mes adversaires politiques, je n'ai pas confiance, je leur refuse ce qui pourrait devenir un avantage électoral.

Le présent livre ne dit rien des réussites de la France par rapport à d'autres pays : peu d'émissions de CO2 par habitant, un système social généreux qui réduit les inégalités. Il cultive la grogne.

Son titre, évoquant une utopie souvent entendue, rebutera l'électorat de droite.

Les lecteurs de gauche vont apprécier que des « spécialistes » confirment ce qu'ils souhaitent, sans comprendre les limites de leur thèse. Comme ils ne verront pas la société changer magiquement (l'onéreux « quoiqu'il en coûte » n'a pas laissé de traces dans les esprits), leur animosité vis à vis des « responsables » va augmenter. En entretenant la fracture entre le peuple de gauche et les élites, ce livre est un ferment de violence.

Au point où nous en sommes en France, la voie du progrès me semble être :

- La rationalisation d'une bureaucratie démente.
- La sobriété (moins de publicités).
- Le partage du poids de la dette (qui pourrait bien imposer, provoquant d'immenses dégâts).

Sur ce dernier point, je n'ai que quelques chiffres à proposer à la réflexion. Ils sont connus, mais très dérangeants.

- Depuis 2020, le déficit budgétaire annuel est supérieur à 150 Md€¹. Les échanges extérieurs sont déficitaires de 120 Md€ par an.
- La dette souveraine au sens de Maastricht atteint 3 200 Md€ malgré tous les efforts comptables pour la rendre plus présentable.
- Le patrimoine des ménages français atteint 15 000 Md€, dont 60 % en immobilier.

¹ [L'INSEE](#) indique un déficit de 173 Md€ en 2023, soit 49 % des recettes (354 Md€). C'est presque autant qu'en 2020 (178 Md€), et un peu plus qu'en 2021 (171 Md€) et 2022 (151 Md€). 2024 ne sera pas meilleur. En 2019, il n'était « que » de 93 Md€. Il avait beaucoup augmenté en 2018 et 2019 du fait de la « bombe à retardement » CICE laissée par François Hollande.

Compléments

Synthèse des propositions (telles que récapitulées en fin de livre)

Les propositions immédiatement opérationnelles

- *Utiliser dès maintenant le levier budgétaire pour investir et étaler les investissements en faveur de la TEE en fonction de leur amortissement.*
- *Procéder à des annulations ciblées et équitablement réparties des dettes publiques détenues par la banque centrale suite à sa politique d'achat d'actifs, en contrepartie d'investissements verts.*
- *Abandonner le principe de neutralité de marché de la BCE et utiliser la taxonomie verte en cours de déploiement comme critère lors des opérations de refinancement, via l'établissement de bonus-malus.*
- *Réformer la doctrine des banques publiques d'investissement pour leur permettre de s'endetter pour investir dans la transition écologique et les pousser à prendre plus de risques.*
- *Renforcer considérablement les fonds de garantie des banques publiques d'investissement.*
- *Utiliser la liberté d'interprétation permise par l'article 125 du TFUE pour financer, par création monétaire, des baisses d'impôts ciblées en faveur de la transition écologique.*

Les propositions nécessitant une réforme du droit en vigueur

- *Réécrire l'article 123-2 du TFUE pour permettre à la banque centrale de soutenir massivement les banques publiques d'investissement européennes (BEI) et nationales en leur octroyant des liquidités à taux nul et à longues maturités.*
- *Repenser l'indépendance des banques centrales pour tout ou partie de leurs missions en réécrivant l'article 130 du TFUE.*

Propositions pouvant fournir des axes de réflexion à moyen terme

- *Développer des mécanismes d'injection de monnaie libre en faveur de la transition écologique et sous le contrôle des citoyens.*
- *Travailler à établir une monnaie numérique de banque centrale et permettre l'ouverture de comptes de particuliers et d'entreprises dans les livres de la banque centrale afin de faciliter la transmission de la politique monétaire.*
- *Réfléchir à établir une véritable monnaie de réserve internationale afin de financer par création monétaire le développement durable des pays du Sud.*

Citations

Le contexte écologique et social

Nous sommes au bord de l'abîme. La destruction de la biodiversité est alarmante et la dérive climatique s'accélère... Personne ne sortira indemne de cette situation. Pas plus au plan écologique, qu'aux plans social et politique. Ce qu'il faut, c'est une mobilisation massive, un effort de guerre sans précédent [Préface].

Le coût de l'action peut sembler élevé, même si nous pensons qu'il constitue en fait une opportunité pour élaborer un nouveau sentier de croissance respectueux de l'environnement et des hommes. Mais le coût de l'inaction pour nos sociétés le dépasse de loin. Un dérèglement massif du climat entraînera inévitablement, comme nous le verrons, des conséquences humaines, sociales et politiques dévastatrices et de ce fait une déstabilisation économique et financière généralisée [Ch 5].

Les défauts du système actuel

La monnaie-crédence fait aujourd'hui reposer la masse monétaire, et donc l'activité économique, sur une montagne de dettes qui peuvent tendre in fine à comprimer, voire à déstabiliser l'activité économique [Ch 1].

La croissance d'une masse monétaire « improductive » ne fait qu'alimenter le prix des actifs et non l'économie réelle. Cela vaut aussi bien pour les marchés financiers que pour l'immobilier [Ch 2].

Un point de vue économique discutable

Nous nous emploierons à relativiser ou à combattre cette idée d'une création monétaire forcément inflationniste [Ch 1].

L'augmentation de la masse monétaire est nécessaire pour accroître l'activité économique [Ch 2].

*Le volume et l'orientation de la masse monétaire échappent complètement à la banque centrale, ce qui favorise une mauvaise allocation de la masse monétaire et l'apparition de crises financières... L'action de la politique monétaire est en grande partie paralysée par le filtre opéré par les banques entre la banque centrale et les acteurs économiques, ce qui constitue un obstacle majeur pour agir massivement en faveur de la transition écologique [Ch 2]. **Les auteurs présupposent que la banque centrale européenne devrait orienter l'usage de la masse monétaire (centralisme bureaucratique).***

*« Le PIB est trompeur quant au bien-être économique, aveugle au bien-être humain et muet sur la soutenabilité écologique. La croyance dans la croissance est soit une illusion, soit une mystification. » [Ch 2]. **Les auteurs semblent pourtant vouloir la croissance.***

L'épargne peut jouer un rôle néfaste d'un point de vue macroéconomique, contrairement à ce que dit la théorie néoclassique [Ch 2].

Échec des politiques d'austérité qui conduisent à la déflation en réduisant la masse monétaire [Ch 2].

*Alors que de multiples explications de la dette publique sont évoquées... aucune ne fait le lien avec la manière dont la monnaie est créée, pourtant bien plus fondamentale, nous semble-t-il, dans l'explication des causes profondes de la dette. C'est le symptôme manifeste de la méconnaissance des mécanismes monétaires [Ch 2]. **Le problème ne serait pas que la France vit au-dessus de ses moyens ?***

La théorie du multiplicateur monétaire : une idée incomplète et contestable [Ch 2].

Une inflation trop faible ne permet pas de réduire l'endettement des acteurs économiques [Ch 3].

Il est faux d'affirmer que l'augmentation de la masse monétaire conduit nécessairement et automatiquement à de l'inflation [Ch 3].

Prenons l'exemple de l'endettement public et du taux d'intérêt. Les prédictions de la théorie néoclassique (un État en quasi faillite) se sont donc tout simplement révélées fausses [Ch 3].

Si l'on se donne les moyens d'orienter plus efficacement l'allocation de la masse monétaire, il n'y a aucune raison pour que cela conduise à une inflation excessive. En revanche, entretenir cette illusion du risque inflationniste conduit à se priver des moyens d'utiliser la « magie monétaire » pour la transition écologique et pour la relance de l'activité [Ch 3].

Les banques centrales, qui pourraient créer de la monnaie sans endettement tout en orientant davantage l'action des marchés financiers, ne le font pas par peur de l'inflation [Ch 6].

Il n'y a par ailleurs aucune raison macroéconomique pour que les taux d'intérêt remontent fortement à court ou à moyen terme... dans une situation où les taux d'intérêt sont suffisamment bas pour réduire le service de la dette, le niveau de cette dernière perd en importance [Ch 6]. Cette opinion s'est révélée fausse. Les taux directeurs BCE et FED, nuls fin 2021, ont explosé en 2022. Ils étaient de 4,5 % (BCE) et 5,1 % (FED) début 2024.

Un point de PIB d'expansion budgétaire entraînerait en moyenne une hausse cumulative du PIB de plus de 3 % [Ch 6].

Ce chapitre aurait semblé, il y a encore quelques années, complètement iconoclaste aux yeux de la majorité des économistes. Il risque encore d'être perçu comme tel aujourd'hui, en faisant écho à l'introduction de ce livre, relative à la « monnaie magique » [Ch 9, promouvoir une création monétaire ciblée].

Donner à la population un pouvoir monétaire direct par le biais de « référendums monétaires » [Ch 9].

Il faut dès lors établir une cartographie générale des besoins transversaux, européens ou nationaux (c'est ce que nous avons commencé à faire dans le chapitre 5 de cet ouvrage en nous fondant sur les travaux de la Commission européenne, de la Cour des comptes européenne et de l'I4CE au niveau national), puis établir une cartographie plus précise, pour chaque région, des besoins non satisfaits et des capacités d'absorption des acteurs économiques ciblés [Ch 9].

Autres citations

La preuve a été faite en Union soviétique de l'inefficacité d'une fixation centralisée des prix [Ch 5].

C'est ce qui nous pousse à plaider pour l'introduction de monnaie libre, de manière ciblée et dans des limites collectivement délibérées, au service de la transition écologique mais aussi, de manière générale, comme réponse à l'austérité subie par nos sociétés, puisque respect de la nature et respect des êtres humains nous semblent indissociables [Ch 9].

C'est bien la pénurie de monnaie qui conduit aussi, entre autres raisons, les individus, les entreprises ou les États, à recourir au moins-disant, au plus accessible, et souvent au plus polluant. C'est bien l'insuffisance de monnaie qui entraîne l'impossibilité pour certains ménages d'acheter des produits respectueux de l'environnement (et de leur santé), qui les empêche de rénover leur logement ou d'acheter des voitures plus propres... En clair, nous devons à la fois investir plus et mieux, et consommer moins et mieux [Ch 9]. D'autres disent que les riches sont moins respectueux de l'environnement que les pauvres.

Il serait ainsi souhaitable que la gestion d'un mécanisme de création monétaire libre et ciblé soit le fait d'une décision collective forgée avec des représentants de la banque centrale, mais aussi de l'État et des différents corps sociaux (salariés, employeurs, citoyens) pour tenter d'aboutir à des accords représentatifs [Ch 9].

Les particuliers ou les entreprises qui conduiraient une rénovation thermique ou investiraient dans un projet visant à verdir leur activité se verraient remettre par les institutions évoquées ci-dessus [Ch 9]. L'échec de la « Prime Rénov' » et des CEE, par enlisement dans la bureaucratie, est à méditer.

En pratique, cela impliquerait de nationaliser toutes les banques et de les fusionner avec la banque centrale, qui deviendrait une « banque unique » [Ch 9].

Cette piste pourrait conduire à réfléchir à la création d'une monnaie internationale qui serait d'une grande aide pour conduire la transition écologique au niveau mondial [Ch 9].

Pour protéger la nature, il faut également réhabiliter l'État, le droit des communs et les modes de gouvernance collectifs, face à une logique de privatisation du monde [Conclusion]. L'idéologie sous-jacente semble être celle d'un totalitarisme éclairé, à l'opposé de la subsidiarité.

L'inégalité pourrait très bien être intégrée au mandat des banques centrales [Ch 3].

La bulle immobilière qui s'est formée en Chine, et qui menace aujourd'hui de destruction une partie du patrimoine privé des ménages chinois, s'est développée sous les injonctions directes du pouvoir politique qui y voyait une solution facile pour alimenter la croissance économique et fournir un effet de richesse aux ménages [Ch 4].

Tout l'enjeu est donc aujourd'hui de découpler la production de richesse et la consommation énergétique. Concrètement, cela peut se décliner en trois objectifs :

- réduire l'intensité énergétique du PIB (le ratio énergie/PIB) ;*
- diminuer l'intensité carbone de l'énergie (le ratio gaz à effet de serre/énergie) ;*
- développer des activités assurant le respect de la nature, la réduction du volume de déchets et la sauvegarde de la biodiversité [Ch 5].*

Il est souhaitable d'assécher les flux monétaires vers les activités nocives pour l'environnement et d'augmenter les flux monétaires vers les activités positives. Et l'impact sur le PIB peut s'avérer, in fine, tout à fait positif [Ch 5].

Toutes les estimations convergent pour dire qu'aujourd'hui, le financement de la transition écologique requiert des sommes importantes, de l'ordre de plusieurs milliers de milliards d'euros par an dans le monde, dont une partie peut provenir de la réallocation de financements existants mais dont une autre partie, de l'ordre de grandeur pour l'Union européenne d'au moins 300 milliards par an, devra nécessairement être créée [Ch 5].

Pour la France, l'I4CE estime que les investissements supplémentaires qui seraient nécessaires en France, chaque année, pour assurer la transition écologique concernent essentiellement le logement (20 milliards d'euros minimum), les infrastructures de transport (8 milliards), les véhicules bas carbone (7 milliards) et la production d'électricité renouvelable (5 milliards). Si l'on ajoute à cela les investissements nécessaires à faire dans l'économie circulaire, notamment pour développer le recyclage et l'écoconception des produits, alors on peut raisonnablement estimer les besoins annuels d'investissements supplémentaires dans une fourchette comprise entre 50 et 70 milliards d'euros par an, soit environ 3 % du PIB, dont une majeure partie devra être financée par l'État, les collectivités et les institutions publiques [Ch 5].

Il nous faut trouver au moins 100 milliards d'euros par an, en France, pour un programme complet de reconversion écologique, plus de 1 000 milliards d'euros par an pour l'Union européenne, et des dizaines de milliers de milliards d'euros chaque année à l'échelle mondiale [Ch 5]. Ce genre de chiffres donne une apparence de sérieux, mais ils sont impossibles à établir sérieusement et invérifiables.

Créer des actifs carbone : une idée à creuser [Ch 5]. Un bilan des dispositifs « carbone » qui ont été créés serait bienvenu. Il pourrait être très négatif (bureaucratie).

Nous proposons une solution radicalement innovante, à savoir l'introduction ciblée de monnaie libre (c'est-à-dire une création monétaire sans dettes en contrepartie), selon des mécanismes démocratiques faisant appel au caractère de bien commun de la monnaie [Ch 6].

Il faut refuser de se soumettre aveuglément à l'injection des 3 % de déficit public et des 60 % de dette publique, par exemple en modifiant la comptabilité des investissements [Ch 6]. Faute de réduire le déficit et la dette, changer l'outil de mesure ?

Le problème de l'helicopter money est que, en donnant la même chose à tous les citoyens sans aucune distinction, elle ne participe pas à la réduction des inégalités [Ch 6]. C'est faux. Si on donne 1000 € à Paul qui gagne 1000 € et à Pierre qui gagne 2000 €, le rapport de leurs revenus passe de 2 (2000 / 1000) à 1,5 (3000 / 2000). Les auteurs n'ont manifestement jamais réfléchi à la réduction des inégalités produite par un revenu universel socle associé à un taux unique d'imposition des revenus. Les banques centrales et les États ont sauvé le système bancaire de la faillite en 2008 (privatisation des gains, étatisation des pertes !). Puis, la BCE a racheté des actifs sur le marché secondaire pour soutenir le cours des titres émis par les États et ainsi réduire les taux d'emprunts (réduire le coût des dettes souveraines). Tout ceci a beaucoup profité aux bourses. L'helicopter money profiterait dans un premier temps aux particuliers, mais après trois petits tours (au supermarché), il se retrouverait largement dans la poche des plus malins. Une forte création monétaire augmente les inégalités.

Les titres des entreprises polluantes seraient pénalisés par une décote plus importante et, inversement, les titres des entreprises vertes ou de certaines institutions publiques (comme la BEI) pourraient même bénéficier d'une légère surcote afin d'inciter les acteurs du marché à en acquérir [Ch 7]. Comment distinguer les méchants pollueurs des autres ?

Dans notre proposition, il s'agirait d'aller beaucoup plus loin et d'accepter que la BCE achète des obligations à taux zéro, pour une durée longue, voire très longue (plusieurs centaines d'années éventuellement)... Ce faisant, nous aurions accès à une manne illimitée de liquidités pour financer la transition écologique qui pourrait conduire à activer les milliers de projets qui demeurent actuellement lettre morte faute de financements. Nous pourrions investir dans les infrastructures et dans les énergies renouvelables, dans la protection de la biodiversité et dans la résilience au changement climatique, en fournissant du travail à des millions de personnes. Ce serait un outil majeur pour rendre réel le Green New Deal que nous appelons de nos vœux [Ch 8].

Financer le fonds vert de l'ONU par une création monétaire mondiale [Ch 10].